

LA SOLIDARITÉ OU LA BARBARIE !

1ER MAI : UNE JOURNÉE CHARGÉE D'HISTOIRE OUVRIÈRE

La réduction à 8h du temps de la journée de travail, déjà au programme de la Première Internationale, était une des principales revendications des organisations ouvrières au cœur des luttes sociales de la fin du 19^e siècle.

Aux États-Unis, à partir de 1884, une vague de puissantes grèves parfois victorieuses qui reprennent le mot d'ordre de la journée de 8 heures culmine au 1^{er} mai 1886. Le 3 mai 1886 à Chicago, des manifestations ont lieu devant les usines Mc Cormick. La police tire dans la foule. Plusieurs ouvriers sont tués, des dizaines de personnes sont blessées.

Lors d'un rassemblement contre les violences policières, le lendemain, au Haymarket Square une bombe explose, huit personnes sont tuées et des centaines sont blessées. Une provocation patronale !

Quatre militants sont condamnés et exécutés. Depuis, en leur hommage, le 1^{er} mai est la date de mobilisation internationale pour la journée de travail de 8 heures.

En France, c'est seulement en 1919 qu'une loi des 8 heures est adoptée et en 1936 celle de la semaine de 40 heures. La lutte pour la réduction du temps de travail a imposé le droit de vivre dignement ... aussi hors du lieu de travail.

UNE LUTTE TOUJOURS D'ACTUALITÉ !

Aujourd'hui, quelque soit le résultat des élections, ce n'est jamais le camp des travailleurs qui en sort gagnant ! La lutte sociale pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail et la mise en pratique de la solidarité de classe est toujours et plus que jamais nécessaire.

FACE À TOUJOURS PLUS D'AUSTÉRITÉ, DE PRÉCARISATION, DE PRIVATISATION : ORGANISER LA RIPOSTE !

Des candidates et des candidats avaient annoncé la suppression de plusieurs milliers de fonctionnaires. Celles et ceux qui restent ne feront rien pour que cela s'améliore. C'est la précarisation qui remplacerait un statut stable sur lequel chroniqueurs, chroniqueuses et pseudo-économistes tapent sans arrêt. La gestion du public, de plus en plus calquée sur le secteur privé, détériore les conditions de travail amenant à la perte de sens des métiers et poussant parfois au suicide.

L'hôpital, secteur essentiel est laminé par la politique d'austérité mise en place depuis des décennies. Les derniers scandales ORPEA montrent que les entreprises privées reçoivent de l'argent public pour maltraiter nos anciennes et nos anciens car leur seul but est de faire du fric pour les actionnaires.

À une époque où le thème de l'écologie est à la « mode », les transports en commun s'ouvrent à la concurrence avec des conséquences pour les personnels de ces entreprises et sur la qualité du service en lui même. L'État fait appel à des cabinets-conseils dont

le seul logiciel est le libéralisme pour mener cette casse annoncée comme une fatalité.

Avant la guerre en Ukraine, les prix augmentaient déjà et aucune mesure d'augmentation générale des salaires n'a été prise.

POURTANT L'ARGENT EXISTE : IL EST DANS LES POCHEs DU PATRONAT !

Les entreprises du CAC 40 ont fait des profits records (plus qu'en 2007, précédent record) : 160 milliards d'euros de profit en 2021.

Sans oublier, l'argent public vite déversé par le gouvernement dès qu'une entreprise privée a un problème de trésorerie, et sans aucune contrepartie. Pour ces entreprises, ce n'est pas la crise.

On devra leur arracher cet argent qu'elles nous volent comme on devra arracher à l'État et à la bourgeoisie de nouveaux droits sociaux (retraites à 55 ans à taux plein, droit au chômage étendu, un vrai service public...). Il faudra donc organiser une riposte syndicale générale car les coups pleuvent contre le monde du travail. Macron réforme le chômage et vient à la rescousse du patronat qui ne trouve pas de main d'œuvre prête à se faire exploiter pour des salaires ridicules.

LA SOLIDARITÉ EST NOTRE ARME

Face aux coups portés, des syndicalistes décident de regagner leur dignité. La justice a cassé injustement deux décisions prud'hommales favorables aux sections de la CNT chez People and Baby et à l'ESA. Plus que jamais, il est temps d'organiser une riposte syndicale forte et unie à la base.

ABOLIR LE CAPITALISME QUI MÈNE À NOTRE DESTRUCTION !

Les États impérialistes se partagent le monde et ses richesses pour engraisser leurs capitalistes nationaux. Pour cela, les guerres et les déstabilisations sont monnaies courantes pour placer des dirigeants à leur botte. Ces courses au profit conduisent à la destruction des écosystèmes et de la planète qui nous nourrit. La guerre produit la guerre. Suite à l'agression de l'armée russe en Ukraine, les États (Allemagne, Chine, États-Unis, France...) annoncent un renforcement des arsenaux militaires. Encore des milliards et des milliards vers l'industrie de la mort ! Seule la solidarité internationale de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du monde entier nous permettra de sortir de cette logique mortifère.

La CNT revendique :

Réduction du temps de travail et de l'âge légal de départ à la retraite
Partage des richesses
Régularisation de tous les travailleurs et travailleuses sans papier
Augmentation des salaires
Mise en place de mesure pour l'égalité entre les genres et pour défendre les victimes de violences sexistes et sexuelles

POUR UN AUTRE MONDE, POUR UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE LIBERTAIRE !

À Marseille, mobilisons-nous pour un 1er mai d'espoir et de combat !

LE 1^{ER} MAI 2022 • MANIF • À 10H • VIEUX PORT



UL-SAM-CNT • Union Locale des Syndicats Autogestionnaires de Marseille • C/o Mille bâbords • 61 rue Consolat 13001 Marseille • Permanences le 1^{er} mardi du mois de 12h à 14h et le 3^e mardi du mois de 19h à 21h • ulcnt13@cnt-f.org • 07 68 48 57 08 • www.cnt-f.org/sam/